

République du Sénégal



**MINISTRE DE LA FAMILLE, DE LA SECURITE ALIMENTAIRE,
DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ, DE LA MICRO FINANCE
ET DE LA PETITE ENFANCE**

REVUE ANNUELLE SECTORIELLE 2010

**NOTE METHODOLOGIQUE
ET
AGENDA DES TRAVAUX**

1. Contexte de la revue sectorielle du Ministère

En 2009, lors de la tenue de la seconde revue conjointe annuelle du DSRP II, il a été demandé aux différents départements ministériels de tenir des revues ou réunions sectorielles afin de permettre de préparer une contribution relative à l'évolution de leurs secteurs dans la mise en œuvre du DSRP II. Et cela en tenant compte les principales recommandations et leçons tirées du processus de la revue de 2008.

C'est dans ce sens que le MFSAEFMFPE a tenu un atelier résidentiel où étaient représentées toutes ses structures du 08 au 10 Avril 2009.

L'atelier de revue annuelle du secteur de la famille avait permis de :

- Passer en revue l'essentiel des projets, programmes et structures du ministère
- Faire le bilan des réalisations pour chacune des entités du département en 2008
- Avoir une plus nette idée de la mobilisation des allocations budgétaires des différents projets et programmes,...

Le 02 Mars 2010, dans un courrier adressé aux différents départements ministériels, le Premier Ministre les invite à reconduire le même exercice consistant à faire la revue de l'exercice 2009 du DSRP II.

Les résultats des différentes réunions sectorielles devront servir d'inputs à la formulation du nouveau document de politique économique et sociale pour la période 2011-2015.

Au sortir de cette réunion sectorielle, un rapport présentant : l'analyse des résultats enregistrés en 2009 et les contraintes orientations et perspectives à court terme du secteur devra être disponible.

Il est à noter que parallèlement à ces réunions au sein des différents ministères, des analyses spécifiques seront menées par 4 groupes de travail recoupant les quatre axes stratégiques du DSRP-II à savoir :

- (i) la création de richesses ;
- (ii) l'accélération de la promotion de l'accès aux services sociaux de base ;
- (iii) la protection sociale et prévention et gestion des risques et catastrophes ;
- (iv) la gouvernance et développement décentralisé et participatif.

Pour guider la préparation et la tenue des exercices sectoriel et national, une feuille de route a été élaborée et validée pour la mise en œuvre du processus. La revue 2010 du secteur de la famille sera marquée par une analyse sectorielle poussée orientée davantage vers l'évolution des indicateurs.

2. Objectif de la revue

Le présent atelier a pour objet de réunir et valider les contributions des différentes structures du ministère dans la mise en œuvre des actions programmées et réalisées dans le cadre de l'exécution du DSRP II. A terme, les résultats de l'atelier seront utilisés comme contribution du MFSAEFMFPE au rapport des travaux de la revue annuelle qui sera menée pour mesurer les progrès réalisés et les mesures correctives à apporter dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP 2.

3. Contenu des travaux

Les travaux seront essentiellement basés sur :

- L'examen des éléments de programmation et de dotation budgétaire de l'année 2009 ainsi que celles de la période 2010-2012 des activités et programme du secteur ;
- La détermination et l'appréciation des niveaux d'exécution des programmes et projets articulés à la matrice des mesures du DSRP de manière à mettre en évidence les résultats et les contraintes du secteur social concernant le ministère ;
- L'établissement et l'appréciation du bilan des réformes et politiques du secteur ou spécifique à des domaines relevant du mandat du ministère ;
- L'établissement et l'appréciation du degré de mobilisation des ressources prévues (ou attendues) des partenaires et de l'Etat ;
- L'établissement et l'analyse des résultats pour chaque domaine en question en mettant en évidence les facteurs de performance et les contraintes rencontrées ;
- L'établissement et l'appréciation de l'évolution des indicateurs de suivi du secteur concernant le ministère en se référant aux indicateurs dominants concernés et à la liste restreinte d'indicateurs ;

Pour cela, les différentes structures du Ministère, Directions, Projets, Programmes et Fonds sont invités à réunir et mettre à disposition toutes les données devant permettre de répondre aux différents points énoncés plus haut.

4. Méthodologie de travail

4.1 Organisation et déroulement des travaux

Les travaux, qui seront étalés sur trois (3) jours, seront menés en travaux de groupe et plénière. Trois plénières seront organisées pour introduire les travaux, partager en début de journée les résultats des séances précédentes et enfin, les éléments du rapport général. Ainsi, l'essentiel du temps sera consacré aux travaux de groupe.

Les participants seront répartis en quatre (4) groupes de travail qui seront en cohérence, autant que possible, avec les différents axes du DSRP 2. Chaque groupe de travail sera, sous la conduite d'un(e) président(e) assisté(e) d'un(e) rapporteur. Chaque groupe aura pour mandat de réaliser la revue des différents projets et programmes mis en œuvre en 2009 par les structures concernées présentes.

Chaque responsable de structure sera invité par le président à présenter, sous forme introductive, aux membres du groupe les différentes réalisations de 2009 et les éléments d'appréciation de ces dernières.

4.2 Questionnement de base

Le questionnement ci-après sera utilisé pour servir de cadre de réflexion et de guide de présentation introductive des différents domaines à examiner. Les président(e)s de groupe sont invité(e)s à utiliser ce questionnement comme parchemin. Toutefois, un sous questionnement pourrait être développé à condition que celui-ci reste en cohérence avec l'idée et les attentes liées au questionnement de base.

1. Quelles programmations et dotations budgétaires en 2009 ?
2. Quelles prévisions d'activités pour la période 2010-2012 dans votre domaine spécifique ?
3. Quels niveaux et appréciations de l'exécution des programmes et projets articulés à la matrice des mesures du DSRP ?
4. Quelles sont les contraintes à l'exécution et aux performances en relevées en 2009 ?
5. Quelles sont les réformes et politiques spécifiques engagées dans votre domaine en 2009 ?
6. Quelles appréciations du bilan des réformes et politiques spécifiques engagées dans votre domaines en 2009 ?
7. Quel le niveau de mobilisation des ressources prévues attendues des partenaires et de l'Etat ?
8. Quelle est votre appréciation du degré de mobilisation des ressources prévues attendues des partenaires et de l'Etat ?

9. Quels résultats concrets avez-vous obtenus au terme des activités réalisées dans le/les domaines qui vous concernent ?
10. Quels facteurs de performance avez-vous relevés ?
11. Quelles contraintes avez-vous rencontrées ?
12. En partant des tableaux de référence en matière d'indicateurs du DSRP2, indicateurs dominants et restreints, quels sont les principaux indicateurs à considérer dans votre domaine pour alimenter les tableaux en question ?

4.3 Rapport des travaux de groupe

A la fin de chaque journée, les rapporteurs établiront un compte rendu qui sera présenté en début de matinée de manière à partager avec les autres les points examinés et les produits obtenus. Au terme des travaux, chaque groupe présentera son rapport final en veillant à réunir et mettre en exergue toutes les données chiffrées nécessaires. Les différents rapports seront exploités et une synthèse d'ensemble établie pour servir de rapport de revue du Ministère.

5. Résultat attendu de l'atelier

- Production et adoption d'un Draft du rapport de revue sectorielle du Ministère qui devra faire ressortir entre autre :
 - Une analyse des résultats enregistrés en 2009 (situation des indicateurs du secteur
 - Les perspectives à court et moyen terme.

6. Documents de travail de l'atelier

- ✓ Programme d'Actions Prioritaires 2007-2010 du DSRP
- ✓ CDSMT du Ministère
- ✓ Liste des indicateurs dominants
- ✓ Liste restreinte d'indicateurs
- ✓ Eléments des budgets spécifiques à chaque structure
- ✓ Rapport de la revue sectorielle du Ministère 2009
- ✓ Rapport de la revue annuelle conjointe 2009

7. Agenda de l'atelier (voir page suivante)

⚡ Arrivée, accueil et installation des participant(e)s

- 1^{er} jour (xx/xx/2010):

Horaire	Activités	Intervenant(e)s
08h00-08h30	Installation des participant(e)s	Secrétariat
08h 30 à 10h30	<p>Session Plénière 1 : Mise en route des travaux</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Discours d'ouverture ▪ Tour de table de présentation ▪ Présentation de l'agenda et de la méthodologie de travail et des consignes des travaux de groupe ▪ Sens de la revue annuelle et attentes des revues sectorielles <ul style="list-style-type: none"> ○ Questions et réponses de clarification 	<p>Mme Le Ministre</p> <p>Participant(e)s</p> <p>Consultant</p> <p>Représentant de la CSPLP</p> <p>Participant(e)s</p>
10h 30 à 11h15	Pause café	
11h15 à 13h00	Travaux de groupe	Groupe 1-2 et 3
14h30 à 16h30	Travaux de groupe	Groupe 1-2 et 3
16h30 à 16h45	Pause café	
16h45 à 18h00	Travaux de groupe	Groupe 1-2 et 3
18h00 à 20h00	Production du rapport de la journée	Rapporteurs
20h00 à 23h00	Saisie des rapports	Secrétariat

- 2^{ème} jour (xx/xx/2010):

Horaire	Activités	Intervenant(e)s
08h30 à 09h30	<p>Session Plénière 2 : Présentation des rapports du Jour 1</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport Groupe 1 ▪ Rapport Groupe 2 ▪ Rapport Groupe 3 <ul style="list-style-type: none"> ○ Questions et réponses de clarification 	<p>Rapporteurs</p> <p>Président(e)s</p> <p>Participant(e)s</p>
09h30 à 10h30	Travaux de groupe	Groupe 1-2 et 3
10h30 à 10h45	Pause café	
10h45 à 13h00	Travaux de groupe	Groupe 1-2 et 3
13h00 à 14h30	Pause déjeuner	
14h30 à 16h30	Travaux de groupe	Groupe 1-2 et 3
16h30 à 16h45	Pause café	
16h45 à 18h00	Travaux de groupe	Groupe 1-2 et 3
18h00 à 20h00	Production du rapport de la journée	Rapporteurs
20h00 à 23h00	Saisie des rapports	Secrétariat

- 3^{ème} jour (xx/xx/2010):

Horaire	Activités	Intervenant(e)s
08h30 à 09h30	<p>Session Plénière 3 : Présentation des rapports du Jour 2</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport Groupe 1 ▪ Rapport Groupe 2 ▪ Rapport Groupe 3 <ul style="list-style-type: none"> ○ Questions et réponses de clarification 	Rapporteurs Président(e)s Participant(e)s
09h30 à 10h30	Travaux de groupe	Groupe 1-2 et 3
10h30 à 10h45	Pause café	
10h45 à 13h00	Travaux de groupe	Groupe 1-2 et 3
13h00 à 14h30	Pause déjeuner	
14h30 à 16h30	Synthèse et finalisation des rapports de groupe	Groupe 1-2 et 3
16h30 à 16h45	Pause café	
16h45 à 18h00	<p>Session Plénière 4 : Présentation des rapports</p> <p>Présentation des rapports des groupes de travail Présentation du rapport général de l'atelier</p>	Rapports de groupe Rapporteur général
18h00	Mots de la fin	Représentant du Ministre

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



MINISTRE DE LA FAMILLE,
DE LA SECURITE ALIMENTAIRE,
DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ,
DE LA MICRO FINANCE,
ET DE LA PETITE ENFANCE



RAPPORT ANNUEL

D'ACTIVITES

2009



Janvier 2010

Message de Madame le Ministre d'Etat :

« Opérationnaliser les lignes d'actions structurantes pour faire face au présent et mieux préparer l'avenir »

Au seuil de cette année nouvelle, il me plaît de formuler à l'endroit des uns et des autres, les meilleurs vœux de réussite, de promotion individuelle, familiale et collective à tous les niveaux. Je pense particulièrement à mes collaborateurs proches, qui partagent avec moi les servitudes d'un travail difficile, mais combien passionnant et exaltant. J'ai aussi une pensée pour nos partenaires, particulièrement ceux qui, comme nous, ont fait le pari de sortir de la marginalité, des franges entières de notre société.

2009 constitue une année symbolique à mon égard. En effet, elle marque ma nomination à la tête de ce Département combien stratégique dans la politique du Gouvernement en matière de promotion de la famille, de la femme, des enfants notamment des tout-petits, qui constituent nos cibles privilégiées.

La dynamique de renforcement des acquis conjuguée avec des innovations majeures nous ont permis de contribuer déjà à la consolidation de la cohésion sociale, à la protection et à l'intégration des catégories en situation de vulnérabilité dans la perspective d'une société où règnent l'harmonie, la solidarité et l'équité.

Mais comment transcender les défis sans s'inscrire dans une démarche stratégique et systémique ? Comment avoir une claire appréhension des situations sans une analyse holistique et participative ? Comment rendre visibles nos résultats combien importants sans une bonne stratégie de communication ?

A cet égard, l'année 2009 a consacré le lancement de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale des Groupes Vulnérables (INPS-Suqali Jaboot) qui constitue un cadre fédérateur suivant une approche inclusive et intégrée. Cette initiative repose sur un dispositif institutionnel décentralisé articulé autour de plateformes opérationnelles techniques et d'une masse critique d'Acteurs Porteurs de Dynamiques Communautaires (APDC). Un processus dynamique d'identification et de mise en œuvre de Programmes d'Actions Régionales (PAR) au niveau local soutenu par la tenue de CRD Spéciaux a été un temps fort dans la phase préparatoire de cette initiative.

Au-delà de l'INPS, le renforcement des acquis est plus que jamais nécessaire. Acquis au travers de la politique d'orientation familiale, la lutte contre l'excision, l'équité et l'égalité de genre, l'allègement des travaux de la femme, la création des richesses, le développement intégré des enfants notamment des tout-petits, la sécurité alimentaire, la protection sociale...nombreux sont les chantiers qui ont progressés fortement en 2009. De tels progrès n'ont pu être possibles que grâce à la mobilisation exemplaire du Ministère, de ses agents, de tous ceux qui dans ses directions et services ont participé à l'effort, ont contribué à opérationnaliser les lignes d'actions structurantes pour faire face au présent et mieux préparer l'avenir. C'est de cet engagement que ce présent rapport entend témoigner.

Madame Ndeye Khady DIOP
Ministre d'Etat, Ministre de la Famille,
de la Sécurité Alimentaire, de
l'Entreprenariat Féminin, de la Micro
Finance et de la Petite-Enfance

Préambule : « Opérationnaliser les lignes d'actions structurantes pour faire face au présent et mieux préparer l'avenir »

Sommaire

Liste des acronymes

Partie 1 Orientations générales

- I. Missions du ministère
- II. L'organigramme du ministère
- III. Rappel du plan stratégique à moyen terme (CDSMT)

Partie 2 Réalisations techniques

- I. Amélioration du statut de la femme
 - 1.1. Renforcement de la lutte contre l'excision
 - 1.2. Promotion des femmes dans les instances de décision
 - 1.3. Accès aux facteurs de production et aux infrastructures sociales de base
 - 1.4. Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles
 - 1.5. Accès aux ressources financières
- II. La politique de la microfinance
 - 2.1. Renforcement des mécanismes de microfinance existants
 - 2.2. Accès aux ressources financières
- III. Développement intégré des enfants et des tout-petits
 - 3.1. Promotion des droits des enfants
 - 3.2. Protection des enfants contre la vulnérabilité
 - 3.3. Développement intégré de la petite-enfance
- IV. Sécurité alimentaire et promotion du consommateur local
- V. Lutte contre la pauvreté, protection sociale et suivi des groupes vulnérables
 - 5.1. Le programme d'appui à la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté (PRP)
 - 5.2. Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers (PALAM)
 - 5.3. Lancement de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale des groupes vulnérables (INPS)
 - 5.4. Contribution à la mise en œuvre du plan ORSEC dans le cadre de la Lutte contre les Inondations
- VI. Partenariat avec les OSC : Coordination et suivi des interventions des ONG

Partie 3 Les difficultés rencontrées dans la période sous-revue

Partie 4 Conclusion et recommandations d'améliorations

ANNEXES

Liste des acronymes

AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANCTP	Agence Nationale de la Case des Tout-Petits
APDC	Agents Porteurs de Dynamiques Communautaires
CDSMT	Cadre de Dépenses Sectorielles à Moyen Terme
CEDAF	Centre Départemental d'Assistance et de Formation pour la Femme
CENAF	Centre National d'Assistance et de Formation pour la Femme
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
DDC	Direction du Développement Communautaire
DEEG	Direction de l'Équité et de l'Égalité de Genre
DEF	Direction de l'Entrepreneuriat Féminin
DMF	Direction de la Microfinance
DPDE	Direction de la Protection des Droits de l'Enfant
DSDS	Direction des Stratégies de Développement Social
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EVF/Daara	Projet d'Éducation à la Vie Familiale dans les Daaras
FIMF	Fonds d'Impulsion de la Microfinance
PCF	Projet de Crédit pour les Femmes
FNPEF	Fonds National de Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin
GINDDI	Centre d'Écoute, d'Information et d'Orientation pour les Enfants en Situation Difficile
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONDF	Observatoire National des Droits de la Femme
ONPN	Office National des Pupilles de la Nation
PALAM	Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers
PLCP	Projet de Lutte Contre la Pauvreté
PLCPFTE	Projet de Lutte Contre la Traite et les Pires Formes de Travail des Enfants
SNEEG	Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre

Partie 1 : Orientations générales

I. Missions du ministère

Aux termes du décret n°2009-534 du 05 juin 2009 fixant ses attributions, le Ministre d'Etat, Ministre de la Famille, de la Sécurité Alimentaire, de l'Entreprenariat Féminin, de la Micro Finance et de la Petite Enfance, prépare et met en œuvre, sous l'autorité de Monsieur le Premier Ministre, les orientations définies par le Chef de l'Etat en matière de politique familiale, de protection et de développement des femmes et des enfants, de création d'entreprises par les femmes et de micro finance.

Il veille au respect des droits fondamentaux des enfants. Il s'assure de la bonne intégration des jeunes enfants dans la vie familiale et sociale.

Il est responsable des politiques à l'égard des enfants abandonnés, des enfants des rues et des enfants en voie de marginalisation. Il met en œuvre les actions permettant de donner un cadre de vie décent à ces enfants.

Il identifie et met en œuvre les mesures requises pour la préservation des valeurs familiales.

Il conduit la politique de promotion de la femme et de lutte contre les discriminations à l'égard des femmes.

Il favorise la formation des femmes chefs d'entreprises, notamment en matière de finances, de crédits, de comptabilité, de commerce national et international.

En rapport avec le Ministre chargé des Finances, il veille à la promotion et au développement du crédit d'entreprise en faveur des femmes.

A ce titre, il est notamment chargé de veiller :

- ✶ à l'exécution et à la gestion des lignes de crédits destinées aux femmes entrepreneurs, ainsi qu'à la formation des populations cibles ;

- ✘ à la mise en place et à la gestion d'un fonds de refinancement au profit des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et de l'entrepreneuriat féminin.

En rapport avec le Ministre chargé des Finances, il assure la promotion et le développement de la micro finance et veille à inciter les institutions bancaires et le Système Financier Décentralisé (SFD) à œuvrer au renforcement des mécanismes existants.

II. L'organigramme du ministère

Aux termes du décret n°2009-1405 du 22 décembre 2009 portant répartition des services de l'Etat entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, le Ministère de la Famille, de la Sécurité Alimentaire, de l'Entrepreneuriat Féminin, de la Micro Finance et de la Petite-Enfance comprend actuellement :

✓ 05 Services rattachés au Cabinet

- ✘ L'Inspection Interne
- ✘ Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire
- ✘ La Cellule de Communication, d'Information et de Documentation
- ✘ La Cellule de Planification, de Suivi et d'Evaluation
- ✘ La Cellule de Suivi Opérationnel des Programmes de Lutte contre la Pauvreté

✓ 08 Directions

- ✘ La Direction de la Famille
- ✘ La Direction de l'Entrepreneuriat Féminin
- ✘ La Direction de la Micro Finance
- ✘ La Direction des Stratégies de Développement Social
- ✘ La Direction du Développement Communautaire
- ✘ La Direction de la Protection des Droits de l'Enfant
- ✘ La Direction de l'Equité et de l'Egalité de Genre
- ✘ La Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement

✓ **08 Autres Administrations**

- ✘ L'Agence Nationale de la Case des Tout-petits
- ✘ Le Centre d'Ecoute, d'Information et d'Orientalion pour les Enfants en Situation Difficile (GINDDI)
- ✘ L'Office National des Pupilles de la Nation
- ✘ L'Ecole Nationale des Travailleurs Sociaux Spécialisés
- ✘ Le Centre National d'Assistance et de Formation pour les Femmes
- ✘ L'Observatoire National des Droits de la Femme
- ✘ Le Fonds National de Promotion de l'Entreprenariat Féminin
- ✘ Le Fonds d'Impulsion de la Micro Finance

En outre, et conformément à ses missions, le ministère a mis en œuvre des **Projets et Programmes** en vue de satisfaire la demande sociale :

- ✘ Le Projet de Crédit pour les Femmes
- ✘ Le Projet d'Education à la Vie Familiale dans les Daaras
- ✘ Le Projet de Lutte Contre la Traite et les Pires Formes de Travail des Enfants
- ✘ Le Plan d'Action Sectoriel de la Famille dans la Lutte contre le SIDA
- ✘ Le Programme d'Appui à la Mise en Œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
- ✘ Le Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté

III. Rappel du plan stratégique à moyen terme (CDSMT)

L'année 2009 a coïncidé avec la première génération du Cadre des Dépenses Sectorielles à Moyen Terme (CDSMT). Celui-ci est structuré autour de cinq (05) composantes :

- ✘ Accès aux infrastructures et aux services sociaux ;
- ✘ Renforcement des capacités ;
- ✘ Accès aux ressources financières et aux facteurs de production ;
- ✘ Protection sociale ;
- ✘ Coordination, mise en œuvre et suivi-évaluation.

A la faveur d'une meilleure visibilité des progrès réalisés par les différents secteurs constitutifs du Département, ce présent rapport met en exergue dans un premier temps les réalisations techniques se décline comme suit :

- ✘ L'amélioration du statut de la femme ;
- ✘ La politique de la microfinance ;
- ✘ Le développement intégré des enfants et des tout-petits ;
- ✘ Sécurité alimentaire et promotion du consommateur local ;
- ✘ Lutte contre la pauvreté, protection sociale et suivi des groupes vulnérables ;
- ✘ Partenariat avec les OSC : Coordination et suivi des interventions des ONG.

Les troisième et quatrième parties de ce rapport déclinent respectivement les difficultés rencontrées dans la période sous-revue et les solutions préconisées.

Partie 2 : Réalisations techniques

I. Amélioration du statut de la femme

A ce titre, l'événement majeur a été la participation du Sénégal à la 8ème conférence des femmes africaines de Banjul du 16 au 20 Novembre 2009.

Cette conférence en prélude à la session extraordinaire des Nations Unies sur Beijing+15 prévue du 02 au 12 mars 2010 à New York a été l'occasion pour les Etats, d'examiner la mise en œuvre de la plateforme de Dakar et du plan d'action de Beijing quinze ans après leur adoption (1995-2009).

1.1 Renforcement de la lutte contre l'excision

A la suite de l'adoption de la loi n° 99-05 du 29 Janvier 1999, portant modification de certaines dispositions du Code pénal qui répriment l'excision, le harcèlement sexuel et les violences conjugales, le Département a mis en œuvre un premier Plan d'Action National 2001-2005 pour l'abandon total de l'excision. Cependant des défis restent à relever pour le passage à l'échelle totale dont les plus importants sont l'engagement soutenus de tous les acteurs, le

financement à long terme, le pilotage, la coordination et le suivi-évaluation de la mise en œuvre du plan d'action par le ministère et le développement de partenariat sous-régional au niveau des zones transfrontalières.

En termes de résultats, il convient de souligner qu'à la date du mois de décembre 2009, 4121 communautés sur cinq mille (5000) ont déclaré publiquement l'abandon des pratiques des mutilations génitales.

Dans cette dynamique de renforcement des acquis et d'abandon total en 2015, un deuxième Plan d'Action 2010-2015 a été élaboré en 2009 et son processus de mise en œuvre lancé.

1.2 Promotion des femmes dans les instances de décision

La volonté du Chef de l'Etat de faire accéder les femmes aux instances de décision s'est fortement manifestée par la mise en place en 2008 de l'ONDF et de la DEEG.

En 2009, le Département a entamé le processus de sélection et de nomination de la Présidente de l'ONDF qui dispose déjà d'un secrétariat permanent.

S'agissant de la DEEG, l'année 2009 a surtout été marquée par :

- ✘ l'élaboration du Plan de Mise en Œuvre de la SNEEG (PMO) et de la stratégie d'intervention de la DEEG ;
- ✘ la tenue d'Ateliers de partage et d'échange dans ce cadre à l'intention de tous les acteurs (ministères, parlementaires, Organisations de la Société Civiles...)
- ✘ des Concertations bilatérales avec les Partenaires Techniques et Financiers pour le financement de l'exécution de la SNEEG ;
- ✘ l'élaboration du système de suivi et d'évaluation du plan de mise en œuvre (PMO) de la SNEEG ;
- ✘ la tenue d'ateliers régionaux d'appropriation de la SNEEG à Kolda, Tamba et Matam qui s'inscrivent dans le cadre du processus de vulgarisation de la Stratégie.

1.3 Accès aux facteurs de production et aux infrastructures sociales de base

Relativement à l'accès des femmes aux équipements d'allégement des travaux, Madame le Ministre d'Etat, Ministre de la Famille, de la Sécurité Alimentaire, de l'Entreprenariat Féminin, de la Micro finance et de la Petite Enfance a procédé le mercredi 16 Décembre 2009 à Diourbel, au lancement du Programme 2009 pour l'Allégement des Travaux de la Femme.

Ce programme de dotation de moulin à céréales concerne plus de milles (1000) moulins répartis sur l'ensemble des quatorze (14) régions du pays et sous la responsabilité directe des femmes regroupées en comité de gestion. Chaque commune d'arrondissement ou communauté rurale sera dotée d'au moins d'un moulin à céréales.

Il faut noter en outre le concours de la coopération Italienne à hauteur de 40 000 euros soit **26 237 960 FCFA** pour l'acquisition de 19 moulins à céréales.

S'agissant des Centres Départementaux d'Assistance et de Formation pour les Femmes (CEDAF) destinés à l'autonomisation et à la pérennisation des actions de développement à travers le renforcement des capacités économique, juridique, politique des femmes, il convient de rappeler que :

- ✘ **09 (neuf) CEDAF** ont été construits, équipés et mis en service (Kébemer, Koussanar Kolda, Fatick, Nioro, Ross Béthio, Sangalkam, Mékhé, Thilogne)
- ✘ **05 (cinq) autres CEDAF** sont en fin de construction, il s'agit des CEDAF de Mbacké, Oussouye, Thiès, Kaolack et parcelles assainies pour une valeur de **07 (six) milliards** de francs CFA.

L'année 2009 a été marquée par le démarrage effectif des activités des CEDAF de Thilogne et de Nioro.

1.4 Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles

En 2009, le Ministère a appuyé la formation d'au moins **5000** bénéficiaires dans divers thèmes liés au développement (alphabétisation, TIC, genre, entreprenariat féminin, transformations céréalieres, maraichage, conservation des aliments, gestion de projet, teinture, textile...)

Plus spécifiquement, dans le cadre de la promotion du leadership féminin, il convient de souligner :

- ✘ la mise en œuvre de la deuxième phase du projet « **Promouvoir l'entrepreneuriat féminin** » avec la communauté Wallonie-Bruxelles dont l'objectif est de former les femmes chefs d'entreprises en marketing, développement personnel et réseautage pour une meilleure maîtrise des circuits de commercialisation.
- ✘ la mise en place d'un **système d'information sur l'Entrepreneuriat Féminin** à travers le renforcement de la base de données des femmes entrepreneurs et la vulgarisation du guide de la femme entrepreneur dont 750 exemplaires ont été édités en 2009 grâce à l'appui de Planet-Finance
- ✘ le lancement du **Projet d'Appui au Développement de l'Entrepreneuriat Féminin** en partenariat avec le BIT :

1.5 Accès aux ressources financières

Le Fonds National de Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin (FNPEF) et le Projet Crédit pour les Femmes (PCF), s'inscrivent également dans cette dynamique de promotion des femmes entrepreneurs, notamment à travers des activités, de formation, de financements de micro et petits projets, de crédits, d'actions d'appui pour le développement d'activités commerciales.

Le FNPEF n'a pas reçu son budget en 2009. Dès lors, les financements de projets prévus (117 projets) n'ont pas tous été alloués. Les remboursements collectés par les mutuelles ont permis de financer 33 projets pour un montant global de 87 945 100 FCFA. Ces projets se déclinent comme suit :

- ✘ 32 projets à Fatick permettant ainsi de toucher tous les Départements de la région qui n'avaient pas reçu l'appui du Fonds depuis son démarrage, et ;
- ✘ un (01) programme maraîcher à Mbissao (Thies) au profit de 112 femmes avec l'appui technique de l'Ambassade d'Israël.

S'agissant du PCF, il convient de souligner la régularisation en 2009 de projets identifiés pendant la Quinzaine 2008, soit 40 projets pour un montant global de 27 500 000 FCFA.

Par ailleurs, malgré les efforts réalisés pour satisfaire les demandes, les leviers de promotion économique de la femme disposent encore de banques de requêtes très importantes à satisfaire. En effet, l'évaluation des requêtes soumises a permis d'identifier pour le FNPEF 226 projets pour un montant de 3 496 540 813 FCFA et pour le PCF 728 projets pour un montant de 1 897 356 200 FCFA.

Au delà de la promotion de l'entrepreneuriat féminin, le ministère assure également la promotion et le développement de la microfinance.

II. La politique de la microfinance

2.1 Renforcement des mécanismes de microfinance existants

Il s'agit d'inciter les institutions bancaires et le système financier décentralisé (SFD) à œuvrer au renforcement des mécanismes existants. En 2009, les résultats obtenus dans ce cadre sont déclinés ci-après:

- ✘ 27 milliards de FCFA mobilisés pour les actions directes de développement du secteur et 26 milliards pour le « refinancement » à travers une quinzaine de projets/programmes ;
- ✘ 23 agences installées par trois SFD (ACEP, CAURIE-Microfinance et U-IMCEC) appuyés par le PALPS en milieu rural ;
- ✘ Quinze SFD de la zone Centre formés sur des thèmes divers (élaboration des états financiers, Leadership des membres du Conseil d'Administration, etc.);
- ✘ Une étude d'opportunité sur le mobile banking menée avec l'appui de la Coopération Allemande ;
- ✘ Les cadres de la Direction de la Microfinance et des structures partenaires (projets et programmes d'appui, AP/SFD, DRS/SFD) formés sur la Gestion du Cycle de projet et le risk management;
- ✘ Un centre de ressources et de documentation et un centre de traitement informatisé mis en place ;
- ✘ 120 agents des SFD au niveau national formés sur la nouvelle Loi et son décret ;
- ✘ Huit (8) bourses de formation au profit des cadres des SFD attribués.

2.2 Accès aux ressources financières

Le secteur de la microfinance a permis également à davantage de femmes et de jeunes d'accéder au financement afin de relancer la production et d'impulser une distribution des revenus plus équitable, au profit de toutes les catégories sociales. A ce titre, il convient de souligner à travers le **Fonds d'impulsion de la microfinance (FIMF)**:

- ✘ Augmentation du Fonds de garantie promoteurs dans le cadre du partenariat avec la BRS (27 millions)
- ✘ Renforcement du Fonds de garantie de la Fédération des Eleveurs Indépendants et Transformateurs Laitiers du Sénégal (15 millions)
- ✘ Convention de financement avec MEC Fédération Nationale des Professionnels de l'Habillement (FNPH)
- ✘ Convention de financement avec MEC Caisse des Artisans de Saint Louis (CECAS)
- ✘ Convention de financement avec MEC COFEDEV Joal Fadiouth
- ✘ Mise en place de micro crédits avec Postefinances
- ✘ Mise en place d'un Fonds de garantie avec ASKIA Assurances
- ✘ Mise en place d'un Fonds de garantie avec la Confédération de PME Italien (CONFAPI/COSENZA)
- ✘ Accompagnement de la mise en place des magasins de référence PRISTA

III. Développement intégré des enfants et des tout-petits

Le ministère a fait des avancées significatives en matière de promotion et de vulgarisation des droits des enfants et des tout-petits.

3.1. Promotion des droits des enfants

Dans sa mission de veille au respect des droits fondamentaux des enfants, la **Direction de la Protection des Droits des Enfants (DPDE)** a procédé en 2009 à :

- ✘ Une campagne nationale de promotion de l'enregistrement des enfants à la naissance qui a contribué au relèvement du taux de couverture national sur l'enregistrement des enfants à la naissance dans les départements;

- ✘ la célébration des évènements spéciaux (Journée de l'Enfant Africain, Semaine Nationale de l'Enfant ; 20^{ème} anniversaire de la Convention relative aux Droits de l'Enfant) qui a permis de renforcer le plaidoyer et la sensibilisation des autorités, des partenaires et des communautés pour la réalisation des droits de l'enfant;
- ✘ l'élaboration du draft du rapport initial de la charte africaine des droits et du bien être de l'enfant.

3.2. Protection des enfants contre la vulnérabilité

S'agissant des enfants de la rue ou de ceux marginalisés ou victimes d'exploitation économique et d'abus sexuels, le ministère n'a ménagé aucun effort pour leur retrait et leur réinsertion dans le tissu social de notre pays. En 2009, la mise en œuvre d'actions prioritaires menées pour éliminer **les pires formes de travail des enfants et des jeunes en situation de vulnérabilité**, ainsi que leur protection contre toutes formes d'exploitation, d'abus et de violence ont permis de financer 43 microprojets pour un montant de deux cent trente et un millions neuf cent quatre vingt cinq deux cent dix mille (231 985 210) FCFA dont les résultats ci-après :

- ✘ 1 040 familles vulnérables développent des activités génératrices de revenus avec un crédit revolving sans intérêt pour prévenir les chocs et gérer les risques de vulnérabilité de leurs enfants ;
- ✘ protéger 2 672 enfants contre la mendicité ;
- ✘ retourner 101 talibés dans leurs villages d'origine avec leurs maîtres coraniques ;
- ✘ scolariser et/ou réinsérer 364 enfants de la rue sont dans des formations préprofessionnelles ;
- ✘ retirer et de former 116 jeunes filles du travail domestique précoce ;
- ✘ sensibiliser et mobiliser 2500 familles sur la lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants, et notamment, pour l'inscription des jeunes filles à l'école
- ✘ appuyer 02 artistes et 23 associations dans le cadre de la protection et la promotion des droits de l'enfant.
- ✘ 685 familles vulnérables ont bénéficié d'appuis sous forme de cash transfert pour un montant de 150 millions FCFA

Dans le même temps, il convient de souligner :

- ✘ l'extension du **Projet de Lutte contre la Traite et les Pires Formes de Travail des Enfants** à cinq nouveaux départements (Kaolack, Nioro, Kolda, Thiès et Tivaouane) ;
- ✘ le lancement de l'initiative pilote de protection sociale des enfants vulnérables à Guédiawaye ayant permis la sélection de 06 prestataires de services pour la réinsertion sociale et économique d'enfants en situation de rue d'un montant de 60 000 000 avec l'appui de l'UNICEF ;
- ✘ l'appui institutionnel aux 13 comités techniques de suivi (CTS) en motos, photocopieuses, imprimantes, ordinateurs pour le renforcement des capacités des acteurs à la base.

Le Centre **GINDDI** a recueilli 1071 enfants dont 121 de la sous-région et enregistré 9 545 appels sur la ligne d'assistance (800.00.88.88). L'innovation majeure a été l'ouverture de « Makkanu Jigeen Yi » qui a déjà accueilli 44 Jeunes filles victimes de viol et de pratiques culturelles néfastes.

Dans le même temps, le **Projet d'éducation à la vie familiale dans les daaras (EVF-Daaras)**, a beaucoup contribué à la prise de conscience et au changement d'attitudes et de comportements des populations ciblées. A ce titre, le département a :

- ✘ accompagné et appuyé **36** daaras de référence ;
- ✘ formés 20 maîtres coraniques en Caractères Coraniques Harmonisés (CCH) et 120 maîtres coraniques en droits de l'enfant et aux concepts de l'éducation à la vie familiale.

Par ailleurs, il convient de souligner la mise en place de l'**Office Nationale des Pupilles de la Nation (ONPN)** qui a déjà procédé à :

- ✘ des missions d'identification des orphelins des familles des victimes du naufrage du bateau Le Djola dans les régions de Casamance et de Dakar ;
- ✘ des enquêtes sociales sur les orphelins éligibles au statut de pupille de la Nation dans la région naturelle de la Casamance.
- ✘ la mise en place d'une base de données des orphelins.

3.3. Développement intégré de la petite-enfance

Dans la dynamique d'une bonne prise en charge des Tout Petits, la tenue de la 4^{ème} Conférence Internationale Africaine sur la Petite Enfance qui s'est du 10 au 14 novembre 2009 à Dakar, en partenariat avec l'UNESCO-BREDA, a été un cadre idéal de réflexion et de partage sur le thème : « De la politique à l'action : Elargir l'investissement en faveur du développement de la petite enfance pour le développement durable ». Celle-ci a vu la participation de près de 500 experts et partenaires de la petite enfance.

Cette conférence qui s'est tenue pour la première fois dans un pays francophone consacre les efforts consentis par le Sénégal pour une bonne prise en charge des Tout Petits. A ce titre, il convient de souligner en 2009, les résultats capitalisés:

- ✘ 56 CTP nouvellement installées
- ✘ 15 écoles maternelles nouvellement créées
- ✘ 16 cases d'éveil communautaires de la petite enfance créées
- ✘ 180 volontaires formés dans les EFI
- ✘ 112 animateurs polyvalents recrutés dans les nouvelles cases

Au total, le nombre de structures de développement intégré de la petite enfance (DIPE) est passé de 933 en 2007/2008 à 1020 en 2008/2009 soit une hausse de 9,32%.

Le nombre d'enfants dans les structures DIPE publiques est passé de 61746 en 2007/ 2008 à 68872 en 2008/2009 soit un taux d'accroissement annuel de 10,36 % pour les enfants de 2 à 6 ans seulement.

La prise en charge des couples mères/enfants a également évolué avec l'élargissement du programme nutritionnel dans toutes les régions du Sénégal, ce qui a entraîné un recrutement supplémentaire de 2000 enfants de 0 à 2 ans.

S'agissant des objectifs poursuivis dans le cadre du renforcement de la qualité des interventions relatives à la petite enfance des résultats satisfaisants ont été atteints :

- ✘ reproduction et distribution des cahiers d'activités de la petite section ;
- ✘ reproduction et distribution des cahiers d'activités de la moyenne section ;

- ✘ édition et distribution de 20000 cahiers d'activités de la grande section ;
- ✘ suivi sanitaire et nutritionnel des enfants des CTP réalisé dans toutes les régions ;
- ✘ les Ecoles maternelles publiques sont touchées par le programme PAM en renforcement nutritionnel ;
- ✘ tous les enfants des CTP et Ecoles maternelles des régions de Matam et Saint louis ont bénéficié d'une prise charge sanitaire et nutritionnelle par Counter Part International (CPI) qui a élargi ses actions dans les régions de Diourbel, Louga et une partie de Dakar.

IV. Sécurité alimentaire et promotion du consommateur local

Dans le cadre de la contribution à la politique de sécurité alimentaire en vigueur au Sénégal en cohérence avec les déclarations et actions relevées à tous les niveaux de l'action Gouvernementale, le **Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)** a poursuivi et renforcé sa présence à travers diverses actions majeures en 2009:

- ✘ Observer l'évolution de la demande et de la commercialisation des céréales ;
- ✘ Identifier et suivre les groupes à risques alimentaires en milieu urbain et rural ;
- ✘ Evaluer l'aide alimentaire nécessaire ainsi que les conditions de sa rétrocession au commerce et ou aux consommateurs ;
- ✘ Coordonner la recherche des aides alimentaires programmées ;
- ✘ Proposer la mise en place d'un stock de sécurité alimentaire en définir le volume et en assurer la gestion ;
- ✘ Assurer la gestion d'un fonds de sécurité alimentaire ;

Ces diverses actions ont donné des résultats probants :

- ✘ Les transactions et les flux céréaliers sont maîtrisés ;
- ✘ La cartographie de la vulnérabilité ;
- ✘ La régulation du marché céréalier ;
- ✘ La centralisation et la maîtrise de l'aide ;
- ✘ Le renforcement de la couverture de la demande sociale et de la capacité d'intervention en cas de pénurie.

- ✘ La valorisation des céréales locales à travers des activités d'acquisition, de promotion et de transformation.

En outre, le ministère, malgré les difficultés budgétaires, a poursuivi l'assistance en vivres aux cérémonies religieuses et aux victimes des chocs et catastrophes naturelles. A ce titre, trois mille huit cents (**3800**) tonnes de céréales (riz et sorgho) ont été distribuées, soit un montant d'un milliard six cent cinquante cinq millions (**1 655 000 000**) FCFA.

Par ailleurs, en dépit des actions phares qui ont été menées par le département en faveur des groupes vulnérables (enfants, femmes, personnes âgées et handicapées...) et conformément aux recommandations de la dernière revue du DSRP, il a été décidé d'asseoir un cadre cohérent harmonisé et décentralisé de protection sociale et de suivi desdits groupes.

V. Lutte contre la pauvreté, protection sociale et suivi des groupes vulnérables

Dans le cadre de sa contribution à la mise en œuvre du DSRP2, le ministère a initié un certain nombre de programmes articulés selon une approche globale, intégrée, participative et décentralisée autour des domaines d'intervention ci-après :

- ✘ renforcement des capacités des groupes vulnérables et des partenaires institutionnels ;
- ✘ accès aux infrastructures et services sociaux de base des groupes vulnérables ;
- ✘ accès aux ressources financières des groupes vulnérables ;
- ✘ ciblage, coordination et gestion et suivi-évaluation des politiques sociales, projets et programmes de lutte contre la pauvreté.

A cet effet, les différentes actions phares ci-après ont été réalisées :

5.1. Le programme d'appui à la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté (PRP)

Dans ce cadre les activités suivantes ont été réalisées :

- ✘ Formation des promoteurs de Micro Projets (MP) de Matam (CR Ogo, Agnam et Commune de Matam) :12 sessions. Au total 184 personnes formées

- ✘ Formation des promoteurs de Micros et Petites entreprises à Louga, Saint Louis et Dagana ;
- ✘ Mise en œuvre des 23 MP/MPE financés en décembre 2008 ;
- ✘ Renforcement des capacités des bénéficiaires de lignes de crédit dans les trois régions de la ZCO. Au total 1 274 personnes ont été formées dont 1247 femmes et 27 hommes.
- ✘ Mise en place de lignes de crédit au profit des groupes vulnérables (femmes et des handicapés) pour un montant de 75 000 000 F CFA soit 15 lignes de crédit pour les femmes (3 à Kanel, 2 à Ranérou, 4 SL, 3 Linguère) et des handicapés (1 Kanel, 1 Ranérou, 1 à Linguère)
- ✘ Réalisation et équipement de sept (07) ouvrages, pour un montant de 146 500 000 FCFA en vue d'améliorer l'accès des groupes vulnérables à l'éducation et à la santé.
- ✘ Sélection de 6 quartiers des communes pour l'élaboration de Plan de Développement de quartier à Dagana)
- ✘ Convention de partenariat avec la BRS qui permis la mise en place d'une de crédit de cent millions (100 millions) pour l'insertions des diplômés de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- ✘ Financement des plans d'affaires des diplômés de l'enseignement technique
- ✘ Protocole d'accord avec la MEC-SJN pour le financement de sept (07) projets d'insertion pour un montant global de 15 831 825 FCFA déjà viré.
- ✘ Protocole d'accord avec les MEC CECAP pour le financement de Podor (05 projets) pour un montant global de 11 911 895 FCFA est en cours de finalisation.
- ✘ Protocole d'accord avec les MEC Fa Wade Wellé de Dagana (04 projets) pour un montant global de 9 762 295 FCFA est en cours de finalisation.
- ✘ Appui au pilotage de la stratégie de lutte contre la pauvreté
- ✘ Contribution à la réalisation d'un modèle de prévision à long terme dénommé TRESHOLD 21 (T21)
- ✘ Contribution à la réalisation de l'étude prospective « Sénégal 2025 »
- ✘ Elaboration et publication du rapport national sur le développement humain (RNDH)
- ✘ Appui aux revues du DSRP2 : organisation d'ateliers thématiques et de validation techniques et politique du rapport de synthèse du DSRP2

- ✂ Ciblage des groupes vulnérables, des familles pauvres et des zones d'intervention réalisé

5.2. Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers (PALAM)

Le Département a déjà enclenché le processus de mise en œuvre du Projet d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la réduction de la pauvreté (PALAM) en partenariat avec la Banque Islamique de Développement (BID). D'un montant de **7 376 897 000 FCFA**, ce programme est d'une **durée de cinq (05) ans (2009-2013)**, avec une 1^{ère} phase pilote de trois (03) ans, qui se déroulera à faible échelle dans les régions de Diourbel et Kaffrine. Le lancement officiel du PALAM a eu lieu le 11 Janvier 2010.

5.3. Lancement de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale des groupes vulnérables (INPS)

Le Ministère, conscient de l'urgence des réponses à apporter à la demande sociale des populations exposées à la précarité, à la vulnérabilité, à l'exclusion sociale et aux chocs économiques et naturels, a décidé de procéder, sans délai, à un réajustement social, à travers un nouveau programme intitulé **Initiative Nationale pour la Protection Sociale des groupes vulnérables (INPS)** dénommée **SUQALI JABOOT** qui constitue un cadre fédérateur global, intégré, participatif et décentralisé de formulation, de coordination et d'harmonisation des actions.

A la suite de Comités régionaux de développement (CRD) spéciaux, 14 plateformes techniques opérationnelles régionales ont été mises en place et ont permis d'identifier et de sélectionner **1200 Acteurs Porteurs de Dynamiques Communautaires (APDC)** appelés à favoriser l'émergence d'initiatives et de capacités productives à la base. Dans ce cadre, le ministère a eu à organiser deux ateliers nationaux portant d'une part sur la validation des modules de formation des APDC et d'autre part un atelier de formation des formateurs. Ces derniers ont été dotés de manuels de formation des APDC avec les différents outils de suivi-évaluation en vue de favoriser un transfert de connaissance et de responsabilité aux acteurs à la base.

Dans cette dynamique, un programme d'appui à l'INPS (PA-INPS-GV) a été formulé par le département et inscrit au BCI pour un montant de trois cent cinquante quatre millions de

FCFA (354 000 000 FCFA) sous forme de contribution du Gouvernement. Ledit programme, d'un coût de trente milliards de FCFA (30 000 000 000 FCFA) a été transmis par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) aux différents partenaires techniques et financiers qui appuient l'axe3 du DSRP2.

5.4. Contribution à la mise en œuvre du plan ORSEC dans le cadre de la Lutte contre les Inondations

Dans le cadre de l'appui aux familles vulnérables dans la Lutte contre les inondations le CSA a joué un rôle déterminant dans le cadre du plan ORSEC à travers des activités de réception et de conservation de matériels d'équipement et de produits alimentaires divers. Pour renforcer les efforts du Gouvernement dans cette synergie d'intervention, le Département en partenariat avec la Coopération italienne a mis en œuvre le Projet d'urgence d'Appui à la Lutte contre les Inondations (de juillet à décembre 2009). D'un montant global de 70 000 000 FCFA, ce projet a contribué à l'amélioration du cadre de vie et de l'état nutritionnel des familles vulnérables victimes des inondations dans les communes d'arrondissement de Wakhinane Nimzat (Guédiawaye), Yeumbeul Nord, Thiaroye Gare, Guinaw Rail Sud (Pikine) et Parcelles Assainies (Dakar) et les quartiers de Ndangane, Bongré et Ngane Saer situés dans la commune de Kaolack.

Au total :

- ✘ 30 comités de quartiers ont été équipés en matériel d'assainissement comprenant des Pelles, Râteaux, Brouettes, paires de Bottes, Motopompe, tuyaux flexibles;
- ✘ 92 camions de 16 m³ de sable ont été mis à la disposition des huit (08) comités de quartier ciblés ;
- ✘ Huit localités ont bénéficié de 7.200 sacs de sable
- ✘ 1.650 familles vulnérables victimes des inondations dans les zones d'intervention du projet ont bénéficié d'un kit d'hygiène;
- ✘ 650 familles vulnérables victimes des inondations dans les zones d'intervention du projet ont bénéficié d'un kit alimentaire.

VI. Partenariat avec les OSC : Coordination et suivi des interventions des ONG

En 2009, la Direction du Développement Communautaire a reçu un total de 93 dossiers de demandes d'agrément en ONG. La Commission interministérielle chargée de les examiner présidée par ladite Direction en a étudié 32 dont 24 ONG ont été agréées.

S'agissant des programmes d'investissement, la commission chargée de les examiner et dans laquelle la Direction du Développement Communautaire joue un rôle de premier plan a étudié 28 dossiers en deux commissions. Au total, 20 programmes d'investissement et 4 avenants ont été approuvés en 2009, pour un montant d'investissement de 33 581 510 994 FCFA.

Partie 3 : Les difficultés rencontrées dans la période sous-revue

En dépit des résultats combien importants enregistrés en 2009, un certain nombre de difficultés, limites ou retards méritent d'être mentionnés comme suit :

- ✘ retard dans le démarrage effectif des activités de l'ONDF
- ✘ faible taux de recouvrement du fonds de garantie géré par les mutuelles (notamment à Dakar);
- ✘ difficultés de mobilisation des ressources allouées par l'Etat pendant la période sous-revue (FNPEF..);
- ✘ difficultés de trésorerie du CSA liées à l'épuisement des ressources extra budgétaires provenant de l'aide japonaise (retard dans le paiement des salaires, endettement auprès des banques...);
- ✘ insuffisance des ressources humaines, des moyens logistiques, de suivi et d'encadrement, au niveau national et local ;
- ✘ insuffisance de matériel informatique ;

- ✘ lenteurs accusées dans le processus d'acquisition des équipements informatiques du centre multimédia pour le lancement du CRD de la microfinance ;
- ✘ synergie des interventions des secteurs ou domaines ayant les mêmes centres d'intérêt ;

Partie 4 : Conclusion et recommandations d'améliorations

Au terme d'une année d'exécution, nous pouvons remarquer que beaucoup d'activités ont été réalisées. D'autres sont en cours de finalisation. Cependant, au regard des difficultés susmentionnées et dans le souci d'aborder l'année 2010 dans de meilleures conditions un certain nombre de recommandations d'améliorations peuvent être formulées : les recommandations suivantes sont formulées :

1. L'accélération du processus de démarrage des activités de l'ONDF à travers la nomination officielle de la Présidente, la mise en place officielle du comité d'orientation, le lancement officiel de l'Observatoire, la validation des plans d'orientation stratégique et de mise en œuvre des activités de l'observatoire par le comité d'orientation;
2. La mise en place d'un dispositif de sensibilisation et d'information sur le facteur déterminant du recouvrement quant à la viabilité des instruments de financement notamment en faveur des femmes. Dans le même temps conjuguer ce dispositif avec des mesures d'accompagnement dans le cadre du remboursement ;
3. Le renforcement de la recherche de partenaires techniques et financiers dans un contexte difficile de mobilisation des ressources;
4. La relance des démarches entreprises auprès du Ministère de l'Economie et des Finances pour l'octroi d'une enveloppe de 400 millions pour permettre au CSA de faire face à ses dépenses de fonctionnement ;
5. Le renforcement des moyens logistiques, de suivi et d'encadrement, aux niveaux national et local notamment au travers de la mise en œuvre de l'INPS ;

6. Le renforcement de la synergie des interventions des secteurs ou domaines ayant les mêmes centres d'intérêt (enfants, famille, création des richesses...) à travers la mise en place de cadres de partage et d'intervention fonctionnels ;

7. Renforcement de l'information et de la communication sur le rôle stratégique du Ministère dans la politique du Gouvernement en faveur des groupes vulnérables ;

8. La relance du projet de loi sur les ONG qui redéfinit le cadre institutionnel régissant l'intervention des ONG au Sénégal ;

9. Le lancement effectif du centre de ressources et de documentation (CRD) qui n'a pu se faire en 2009 en raison des lenteurs accusées dans le processus d'acquisition des équipements informatiques du centre multimédia.

ANNEXES : Tableau global d'avancement des activités dans la période sous-revue

SIGLES ET ABREVIATIONS

- PR Prévue et réalisée
- PNR Prévue et non réalisée
- PCR Prévue en cours de réalisation
- NPR Non prévue et réalisée

Activités	Structure	Etat d'avancement			
		PR	PCR	PNR	NPR
Axe1 : Amélioration du statut de la femme					
Volet1 : Lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles					
Quinzaine nationale de la femme				X	
Elaboration du rapport national de la mise en œuvre de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)	DF		x		
Organisation d'un atelier d'élaboration du rapport national Beijing + 15	DF	X			
Atelier de formation des acteurs sur la stratégie coordonnée et l'approche droits humains	DF	X			
Atelier d'élaboration du nouveau plan d'action national	DF	X			
Célébration des événements spéciaux (08 Mars , journée panafricaine de la femme)	DF	X			
Révision du comité consultatif national de la femme	DF		X		
Organisation d'un atelier de validation du nouveau plan d'action	DF	X			
Organisation d'une mission de suivi des activités d'abandon de l'excision dans le département de Podor	DF	X			
Participation du Sénégal à la 8ème conférence des femmes africaines de Banjul du 16 au 20 Novembre 2009	DF	X			
Volet 2 : Promotion des femmes dans les instances de décision					
Elaboration du plan de mise en œuvre de la SNEEG	DEEG	X			
Elaboration de la stratégie d'intervention de la DEEG	DEEG	X			
Mise en place Secrétariat permanent	ONDF	X			
Achat de fourniture de bureau pour le fonctionnement	ONDF	X			
Equiperment du siège de l'observatoire (mobiliier de bureau)	ONDF	X			
Atelier de partage et d'échange sur le plan de mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (SNEEG) à l'intention des membres de la Coordination du Ministère de la Famille	DEEG	X			

Atelier de partage et d'échange sur le plan de mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour l'Equité et L'Egalité de Genre (SNEEG) à l'intention des points focaux Genre des ministères sectoriels	DEEG	X			
Atelier de partage et d'échange sur le plan de mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour l'Equité et L'Egalité de Genre (SNEEG) en direction de la Société civile	DEEG	X			
Atelier de partage et d'échange sur le plan de mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour l'Equité et L'Egalité de Genre (SNEEG) en direction des Parlementaires	DEEG	X			
Atelier de partage et d'échange sur le plan de mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour l'Equité et L'Egalité de Genre (SNEEG) avec les partenaires techniques et financiers	DEEG	X			
Elaboration du système de suivi et d'évaluation du PMO SNEEG	DEEG	X			
Atelier de concertation avec les Responsables d'Associations d'Elus Locaux.	DEEG		X		
Réalisation des audits techniques des capacités en Genre des institutions et mise en place et fonctionnement des cellules Genre	DEEG		X		
Table ronde des bailleurs de fonds du PMO SNEEG pour la mobilisation des ressources	DEEG		X		
Achat d'un véhicule 4X4	ONDF		X		
Appel à candidature pour le poste de Président dans les journaux de la place et sur internet	ONDF	X			
Sélection d'une personnalité comme Président de l'observatoire par un jury comprenant notamment une représentante de la coopération italienne	ONDF	X			
Envoi de correspondance pour la désignation des futurs membres du comité d'orientation en vue de l'atelier officielle de lancement de l'observatoire	ONDF	X			
Nomination Officielle de la Présidente	ONDF			X	
Mise en place officielle du comité d'orientation	ONDF			X	
Lancement officiel de l'observatoire	ONDF			X	
Sensibilisation sur l'existence de l'observatoire à	ONDF	X			

travers des manifestations nationales et internationales					
Renforcement de capacités du personnel du Secrétariat Permanent	ONDF	X			
Recrutement de consultants pour l'élaboration des projets de plan d'orientation stratégique, de mise en œuvre et de règlement intérieur de l'Observatoire conformément aux missions de l'observatoire	ONDF	X			
Validation des plans d'orientation stratégique et de mise en œuvre des activités de l'observatoire par le comité d'orientation	ONDF			X	
Etude sur la situation des femmes dans le domaine juridique (Situations de référence)	ONDF			X	
validation de l'étude sur la situation de référence juridique des femmes au Sénégal	ONDF			X	
Mise en œuvre du plan d'action national de l'observatoire	ONDF			X	
Mise en place d'un Système d'information sur la situation des femmes	ONDF			X	
Visites de certaines structures pouvant servir de secrétariat d'antenne départementale de l'observatoire	ONDF	X			
Mise en place de quelques antennes départementales	ONDF			X	
Volet 3 : Accès aux facteurs de production et aux infrastructures sociales de base					
Démarrage effectif des activités des CEDAF de Thilogne et de Nioro	CENAF	X			
Construction des CEDAF de Mbacké, Oussouye, Thiès, Kaolack et parcelles assainies	CENAF		X		
Volet 4 : Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles					
formation dans divers thèmes liés au développement (alphabétisation, TIC, genre, entrepreneuriat féminin, transformations céréalières, maraichage, conservation des aliments, gestion de projet, teinture, textile...) (au moins 5000 bénéficiaires)	CENAF, DEF, FNPEF, PCF, DF				
Formation de qualifiantes en couture, coiffure, teinture, sérigraphie etc.courte durée pour des jeunes filles dans les CEDAF	CENAF	X			
Formation de type modulaire des femmes dans les cedaf (transformation de produits halieutiques, gestion de micro crédit, micro jardinage, alphabétisation fonctionnelle, informatique, teinture..	CENAF	X			
soutenir 81 femmes parents d'élèves à revenus	CENAF	X			

faibles pour la couverture des frais scolaires de leurs filles -d'appuyer 37 chefs de famille (hommes et femmes) pour l'achat d'engrais et de semences					
Mise en place du réseau national des opératrices économique de l'UEMOA	DF		X		
Mise en œuvre de la deuxième phase du projet « Promouvoir l'entrepreneuriat féminin » avec la communauté Wallonie-Bruxelles	DEF	X			
Mise en Place d'un système d'information sur l'Entrepreneuriat Féminin	DEF	X			
Séminaires de Formation en entrepreneuriat et en leadership organisés en faveur de différentes structures	DEF				X
Vulgarisation du guide de la femme entrepreneure au profit des organisations féminines et des jeunes	DEF				X
Mise en œuvre du projet d'Appui au Développement de l'Entrepreneuriat Féminin en partenariat avec le BIT	DEF				X
Volet 5 : Accès aux ressources financières					
Financement de projets dans les régions de Fatick et de Thiès	FNPEF		x		
Financement des attestations de 2005 (Quinzaine 2008 pour la région de Dakar)	PCF				X
Identification, Présélection, Sélection et Validation des projets à financer pour la 5 ^{ème} génération	PCF	X			
Développement d'activités génératrices de revenus (projets d'aviculture) dans les CEDAF	CENAF	x			
Mission de supervision générale	FNPEF PCF	X			
Recouvrement	FNPEF PCF		X		
Appui technique des bénéficiaires	FNPEF PCF	X			
Recherche de financements additionnels	FNPEF, PCF	X			
Révision du manuel de procédures	PCF	X			
Atelier de partage de la nouvelle stratégie, du manuel de procédures et des dispositifs de financement	PCF		X		
Mise en place d'une base de données et réactualisation des supports d'information et de communication du PCF	PCF		X		

Axe 2 : La politique de la microfinance

Volet 1 : Renforcement des mécanismes de microfinance existants

La diffusion de la nouvelle Loi sur la microfinance et de son décret d'application	DMF	X			
La poursuite de la mise en œuvre du plan de formation des SFD présentes dans le bassin arachidier	DMF	X			
Le démarrage du Programme d'Appui à la Microfinance – volet 2 (PAMIF 2)	DMF	X			
La sélection et l'appui de nouveaux SFD dans le cadre du PALPS	DMF			X	
Le démarrage du Projet « Plateforme d'Appui au Secteur Privé et la valorisation de la diaspora sénégalaise en Italie »	DMF	X			
L'appui au SFD pour l'ouverture d'agence en milieu rural	DMF	X			
Formation des SFD sur la bonne gouvernance (12 MEC)	FIMF	X			
Formation d'initiation aux dirigeants de MEC de base (3 SFD)	FIMF		X		
Diagnostic de SFD (2 SFD)	FIMF	X			
Consolidation des MEC de Sénégalais de l'Extérieur	FIMF		X		
Le lancement du centre de ressources et de documentation	DMF			X	
La poursuite de la mobilisation des ressources financières en direction du plan d'action	DMF	X			
L'octroi de cinq bourses de formation au Master Africain en Microfinance du CESAG à trois SFD et de trois bourses au programme de formation en microfinance « Boulder » au profit des SFD	DMF	X			
La réalisation de missions de suivi sur le terrain	DMF	X			
La réalisation d'une étude sur l'analyse des systèmes d'information de gestion (SIG), des systèmes de contrôles interne et externe (SCIE) des SFD au Sénégal	DMF	X			
La mise en place d'un Centre de Traitement Informatisé (CTI)	DMF	X			
La poursuite de la mise en œuvre du plan de formation de la DMF avec la tenue de deux sessions sur les thèmes « Gestion du Cycle de Projet, Planification et Suivi-Evaluation » et « Maîtrise des coûts et des délais durant l'exécution et Risk Management dans les projets »	DMF	X			

La réalisation d'une étude diagnostic sur les institutions de microfinance dans le bassin arachidier	DMF	X			
La réalisation d'une étude d'opportunité sur le mobile banking restituée en septembre	DMF	X			
La participation aux comités de pilotage des différents projets/programmes de microfinance ou ayant un volet microfinance	DMF	X			
Participation à la 8e conférence annuelle du Réseau Africain de Microfinance (AFMIN)	DMF				X
La tenue régulière des réunions trimestrielles du Comité National de Coordination des activités de microfinance (CNC)	DMF	X			

Volet 2 : Accès aux ressources financières

Augmentation du Fonds de garantie promoteurs dans le cadre du partenariat avec la BRS (27 milliards)	FIMF		X		
Renforcement du Fonds de garantie de la Fédération des Eleveurs Indépendants et Transformateurs Laitiers du Sénégal (15 millions)	FIMF	X			
Convention de financement avec MEC Fédération Nationale des Professionnels de l'Habillement (FNPH)	FIMF		X		
Convention de financement avec MEC Caisse des Artisans de Saint Louis (CECAS)	FIMF		X		
Convention de financement avec MEC COFEDEV Joal Fadiouth	FIMF		X		
Mise en place de micro crédits avec Postefinances	FIMF		X		
Mise en place d'un Fonds de garantie avec ASKIA Assurances	FIMF		X		
Mise en place d'un Fonds de garantie avec la Confédération de PME Italien (CONFAPI/COSENZA)	FIMF		X		
Accompagnement de la mise en place des magasins de référence PRISTA	FIMF		X		

Axe 3 : Développement intégré des enfants et des tout-petits

Volet 1 : Promotion et Protection des droits des enfants

Organisation de semaines de promotion sur l'enregistrement des enfants à la naissance	DPDE	X			
Enquête de couverture ou évaluation de la campagne nationale de l'enregistrement des enfants à la naissance	DPDE			X	
Création d'une base de données et d'un site web sur la situation des enfants	DPDE			X	

Vulgarisation des instruments juridiques nationaux et internationaux	DPDE			X	
Production de supports de sensibilisation sur l'enregistrement des enfants à la naissance	DPDE			X	
Formation des maîtres coraniques en Caractères Coraniques Harmonisés, aux droits de l'enfant et aux concepts de l'EVF	EVF Daaras	X			
Sensibilisation sur les Droits de l'enfant	GINDDI	X			
Sensibilisation sur l'état civil et Droits de l'enfant (175 femmes et 68 hommes touchés)	CENAF				
Appuis à des associations et à des artistes pour la protection et la promotion des droits de l'enfant	PLCTPFTE				X
Appui institutionnel au parlement des enfants	DPDE			X	
Appui à l'organisation de campagnes de sensibilisation sur les droits de l'enfant	EVF Daaras	X			
Appuis institutionnels des Comités Techniques de Suivi (Frais de fonctionnement, motos, carburant, photocopieuses, imprimantes, ordinateurs)	PLCTPFTE	X			
Appui à la mise en place de structures de coordination au niveau local	EVF Daaras		X		
Appui à l'introduction de filières de formation professionnelle	EVF Daaras			X	
Appui au renforcement des capacités des structures de gestion	EVF Daaras		X		
Organisation de la Journée de l'Enfant Africain	DPDE	X			
Organisation de la Semaine Nationale de l'Enfant	DPDE	X			
Célébration du 20 ^{ème} anniversaire de la convention relative aux droits de l'enfant	DPDE		X		
Organisation et participation à des ateliers nationaux, régionaux et internationaux relatifs à la protection des enfants et des familles	PLCTPFTE				X
Journée d'information et de sensibilisation contre la maltraitance des enfants et les violences faites aux jeunes filles (semaine de l'enfant africain)	GINDDI				X
Elaboration et validation du rapport initial de la charte africaine des droits et du bien être des enfants	DPDE		X		
Réalisation une étude diagnostique sur la situation des Daaras et Plaidoyer	EVF Daaras			X	

Elaboration de protocoles d'accord entre « GINDDI » et des structures hospitalières de la place (HOGGY, FANN, DANTEC, ENDSS, ASBEF...)	GINDDI				X
Elaboration d'un Plan d'Action de la Campagne nationale de lutte contre les violences faites aux enfants	DPDE			X	
Elaboration des rapports initiaux additifs de la CDE sur l'utilisation des enfants dans les conflits armés disponibles et sur la vente des enfants et leurs utilisations dans des activités à caractère pornographique	DPDE			X	
Elaboration des Plans d'Action Départementaux et installation des nouveaux CTS de Kaolack, Nioro et Kolda	PLCTPFTE	X			
Elaboration des Plans d'Action Départementaux et installation des nouveaux CTS de Tivaouane et Thiés	PLCTPFTE				X
Elaboration du plan d'actions opérationnel « Alphabétisation et protection des enfants mendiants non scolarisés au Sénégal » en partenariat avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)	PLCTPFTE	X			
Organisation d'un atelier national de capitalisation sur les bonnes pratiques en matière de retour des daaras	PLCTPFTE		X		
Organisation d'un atelier sur les aspects psycho affectifs	PLCTPFTE				
Revue du cadre de coopération Unicef secteur enfant du MFSAEFMFPE pour 2008-2009	DPDE			X	
Projet de mise en place d'un cadre de gestion de coordination et de suivi des interventions du secteur	DPDE			X	
Volet 2 : Protection des enfants contre la vulnérabilité					
Création Makanu Jiguen yi	GINDDI	X			
Recrutement de deux (02) consultants pour l'élaboration des plans d'actions stratégiques dans le cadre de l'initiative de protection sociale des enfants vulnérables	PLCTPFTE				X
Lancement d'une initiative pilote de protection sociale des enfants vulnérables à Guédiawaye	PLCTPFTE	X			
Accueil et hébergement des enfants en situation de vulnérabilité	GINDDI	X			
Accompagnement psychosocial	GINDDI	X			
Réinsertion familiale et sociale	GINDDI	X			

Formation professionnelle	GINDDI	X			
Animation de la ligne d'assistance	GINDDI	X			
Séances d'animations socio éducatives	GINDDI	X			
Intermédiations	GINDDI	X			
Assistance sociale	GINDDI	X			
Diversification de l'offre de service	GINDDI				X
Diversification des outils de prise en charge psychosociale (Pënc, psychodrame)	GINDDI				X
Financement des deuxième et troisième génération de microprojets	PLCTPFTE	X			
Formation des promoteurs de microprojets des deuxième et troisième génération en gestion comptable simplifiée et en gestion axée sur les résultats	PLCTPFTE	X			
Appuis sous forme de cash transfert destinés aux familles en situation de vulnérabilités	PLCTPFTE	X			
Sélection de prestataires de services pour la réinsertion sociale et économique d'enfants en situation de rue à Guédiawaye, Kolda et Ziguinchor	PLCTPFTE	X			
Mobilisation sociale et mobilisées sur la lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants, et notamment, pour l'inscription des jeunes filles à l'école	PLCTPFTE	X			
Extension de l'initiative de protection sociale des enfants vulnérables à Kaolack, Thiés et Tivaouane	PLCTPFTE				X
Appuis au retour en famille de dix (10) enfants originaires de la Guinée Bissau et de la Guinée Conakry en situation de traite	PLCTPFTE				X
Appui au développement d'activités génératrices de revenus	EVF Daaras			X	
Appui en denrées et en matériels divers aux Daaras	EVF Daaras		X		
Réhabilitation et équipement de Daaras	EVF Daaras		X		
Appui en matériel pédagogique aux daaras	EVF		X		

	Daaras				
Tenue missions de suivi et de recadrage des microprojets dans les départements d'intervention du projet	PLCTPFTE	X			
Mise en place du réseau des volontaires de Ginddi	GINDDI				X
Distribution de moustiquaires imprégnées	GINDDI				X
Installation des comités d'alerte dans les régions	GINDDI		X		
Redynamisation des comités d'alerte de la banlieue	GINDDI		X		
Installation de l'ONPN	ONPN	X			
Equipement de l'ONPN	ONPN		X		
Mission d'identification des orphelins des familles des victimes du naufrage du bateau Le Diola dans la région naturelle de la Casamance.	ONPN		X		
Enquête sociale sur les orphelins éligibles au statut de pupille de la Nation dans la région naturelle de la Casamance.	ONPN		X		
Mission d'identification des orphelins des familles des victimes du naufrage du bateau Le Diola dans la région de Dakar	ONPN		X		
Mission d'identification des orphelins des familles des victimes du naufrage du bateau Le Diola dans les autres régions du Sénégal et dans la sous région.	ONPN			X	
Rencontres avec les associations des victimes du bateau Le Diola	ONPN	X			
Mise en place d'une base de données des orphelins	ONPN		X		
Préparation de la réunion du comité de pilotage	ONPN		X		
Proposition de spécimen de carte de pupilles de la Nation	ONPN	X			
Volet 3 : Développement intégré de la petite-enfance					
Installation de CTP (56)	ANCTP	X			
Construction d'écoles maternelles (15)	ANCTP	X			
Construction de cases d'éveil communautaires de la petite enfance (16)	ANCTP	X			
Renforcement des capacités des volontaires (180)	ANCTP	X			

Recrutement d'animateurs polyvalents (112)	ANCTP	X			
Axe 4 : Contribution à la politique de la Sécurité Alimentaire					
Observer l'évolution de la demande et de la commercialisation des céréales	CSA	X			
Participer à l'établissement du bilan céréalier annuel	CSA	X			
Suivre et interpréter les prix pratiqués sur les marchés	CSA	X			
Identifier et suivre les groupes à risques alimentaires en milieu urbain et rural	CSA	X			
Suivre les structures commerciales dans le marché céréalier	CSA	X			
Evaluer l'aide alimentaire nécessaire ainsi que les conditions de sa rétrocession au commerce et ou aux consommateurs	CSA	X			
Coordonner la recherche des aides alimentaires programmées	CSA	X			
Assurer la gestion de toutes les aides alimentaires	CSA	X			
Assurer la programmation de toutes les aides alimentaires	CSA	X			
Assurer les opérations de réception des toutes les aides alimentaires	CSA	X			
Assurer la monétisation de toutes les aides alimentaires prévues à cet effet	CSA			X	
Assurer la distribution de toutes les aides alimentaires prévues à cet effet	CSA			X	
Entreprendre la promotion des céréales locales	CSA			X	
Participer aux activités de promotion de céréales locales	CSA			X	
Participer à la transformation des céréales locales	CSA			X	
Proposer la mise en place d'un stock de sécurité alimentaire et en définir le volume	CSA	X			
Assurer la gestion d'un stock de sécurité alimentaire	CSA	X			
Assurer la gestion d'un fonds de sécurité alimentaire	CSA			X	
Définir les modalités de déstockage avec les partenaires	CSA			X	
Entreprendre une politique de sécurité alimentaire	CSA	X			
Participer à l'élaboration de toute politique de sécurité alimentaire	CSA	X			
Soutien aux activités du Ministère	CSA	X			
Elaboration d'une requête aide alimentaire	CSA	X			

japonaise (KR1 2008)					
Participation aux événements religieux majeurs	CSA	X			
Appui en vivres aux populations à risques alimentaire	CSA	X			
Renforcement des capacités du personnel	CSA			X	

Volet 5 : Lutte contre la pauvreté, protection sociale et suivi des groupes vulnérables

Consolider et décentraliser le système de suivi et de coordination opérationnel des PLCP	CSO/PL CP	X			
Actualiser la base de données sur les projets et programmes	CSO/PL CP	X			
Collecter les données nécessaires pour la cartographie de la pauvreté	CSO/PL CP	X			
Identifier les principaux partenaires par zone d'intervention	CSO/PL CP	X			
Concevoir et définir avec les partenaires, les axes, et procédures de collaboration et de partenariat	CSO/PL CP	X			
Acquisition de local pour siège de l'UGP	PALAM	X			
Arrêté portant création du Projet	PALAM	X			
Arrêté portant création du Comité de Pilotage du Projet	PALAM	X			
Elaboration des TDR pour Etude de Milieu et Manuel de Procédures (Direction de l'Apprentissage)	PALAM	X			
Elaboration des TDR pour Etude de Milieu et Manuel de Procédures (Direction de l'Alphabétisation)	PALAM	X			
Elaboration des TDR pour Etude de Milieu et Manuel de Procédures (Direction Entrepreneuriat Féminin)	PALAM	X			
Demande de décaissement n° 01 BID	PALAM	X			
Demande de décaissement n° 01 Contrepartie sénégalaise	PALAM	X			
Prise de fonction des experts au BGP	PALAM	X			
Arrêté portant création du Comité de Pilotage du Projet	PALAM	X			
Mise en commun des TDR pour Etude de milieu (avec Directions)	PALAM	X			
Mise en commun des TDR pour Manuel de procédures (avec Directions)	PALAM	X			
Réalisation Etude de milieu	PALAM		X		
Réalisation manuel de procédures	PALAM		X		

Elaboration des plannings sectoriels par les experts	PALAM	X			
Atelier de réflexion, partage et appropriation globale du PALAM (BGP + Directions concernées + Ministère)	PALAM	X			
Tenues de CRD et CDD d'information et de lancement	PALAM	X			
Lancement officiel du PALAM	PALAM		X		
Mise en œuvre du PALI	Cabine t				X
Elaboration du CDSMT 2009-2011 du MFSNEFMF	DSDS	X			
Collecte de données économiques et sociales (études et enquêtes)	DSDS	X			
Formation interne des agents de la DSDS ;	DSDS	X			
Organisation d'un atelier international sur la protection sociale en Afrique du 09 au 11 juin 2008 au Méridien Président ;	DSDS	X			
Participation aux rencontres internationales	DSDS	X			

SIGLES ET ABREVIATIONS

- PR Prévues et réalisées
- PNR Prévues et non réalisées
- PCR Prévues en cours de réalisation
- NPR Non prévues et réalisées